Le Monde
MARDI 5 NOVEMBRE 2019

HABITAT INDIGNE

A Marseille, rue d'Aubagne, un an après

Le 5 novembre 2018, huit Marseillais mouraient dans l'effondrement de deux immeubles insalubres

UN DISPOSITIF DE RELOGEMENT INEFFICACE

En novembre 2018, des immeubles s'effondrent rue d'Aubagne

- Effondrements du 5 novembre 2018 qui ont provoqué la mort de huit personnes
- Rue d'Aubagne

L'année qui suit, 399 immeubles sont évacués...

- immeuble évacué complètement ou en partie, à la suite d'un arrêté de péril ou d'interdiction d'occupation, de novembre 2018 au 28 octobre 2019 (**364** représentés sur la carte, 35 sont hors cadre)

399

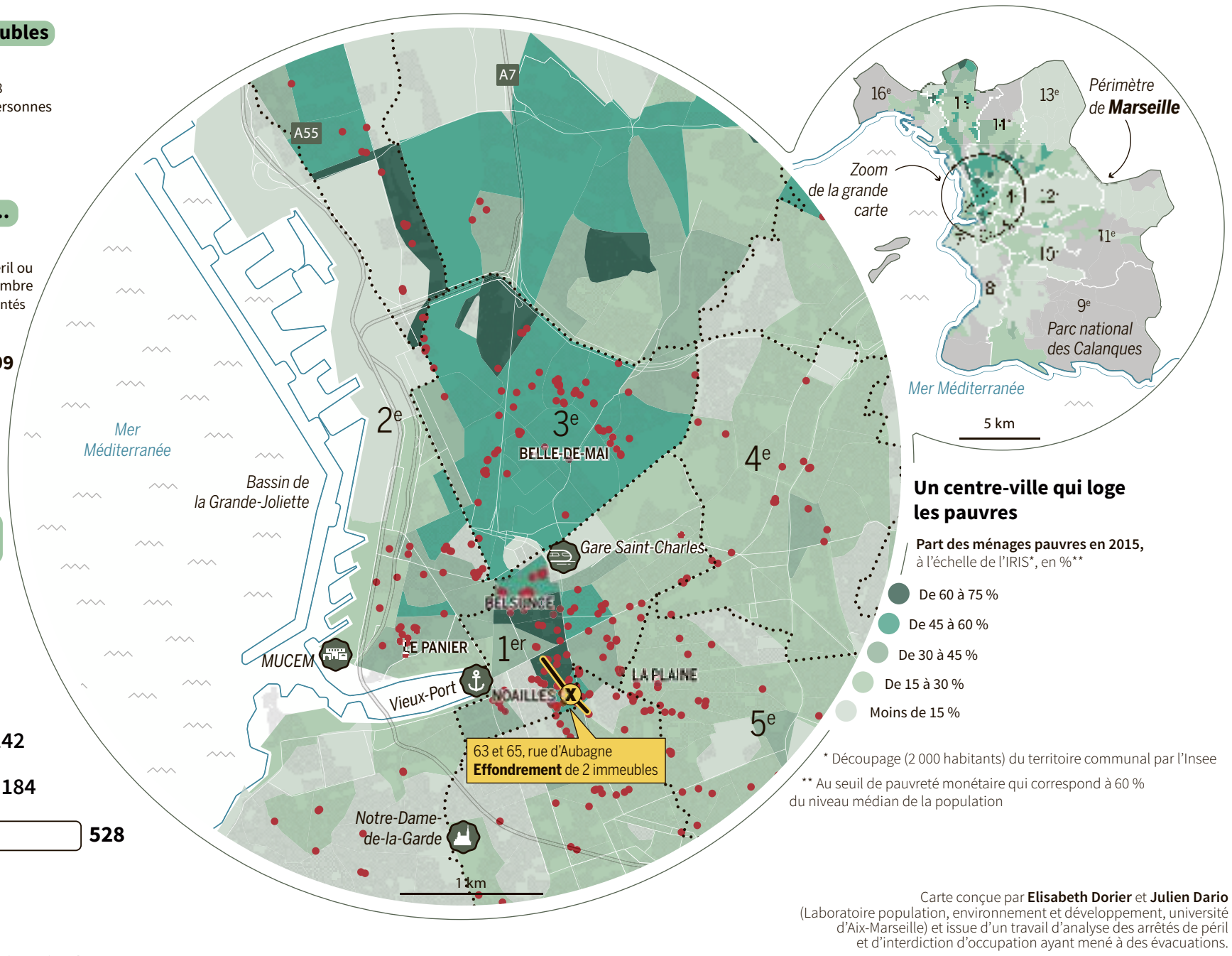
288 dans le 1er, 2e, 3e, 4e et 5e

111 dans les autres arrondissements

... et la plupart des habitants ne sont toujours pas relogés définitivement

Principales situations des ménages suivis dans le cadre du dispositif de relogement
en octobre 2019

Ménages ayant signé un bail pour un relogement définitif	63
Ménages à l'hôtel	142
Ménages hébergés ou relogés par leurs propres moyens	184
Ménages relogés temporairement	528



Un centre-ville qui loge les pauvres

Part des ménages pauvres en 2015, à l'échelle de l'IRIS*, en %**

- De 60 à 75 %
- De 45 à 60 %
- De 30 à 45 %
- De 15 à 30 %
- Moins de 15 %

* Découpage (2 000 habitants) du territoire communal par l'Insee

** Au seuil de pauvreté monétaire qui correspond à 60 % du niveau médian de la population

Carte conçue par **Elisabeth Dorier** et **Julien Dario** (Laboratoire population, environnement et développement, université d'Aix-Marseille) et issue d'un travail d'analyse des arrêtés de péril et d'interdiction d'occupation ayant mené à des évacuations.

Autres sources : Insee ; Comité de suivi de la charte du relogement, octobre 2019 ; *Le Monde*

Infographie *Le Monde* : **Mathilde Costil** et **Floriane Picard**

TÉMOIGNAGES

MARSEILLE - *correspondant*

Un temps de silence à l'heure de l'effondrement, un banquet des voisins, des expositions photo, un livre, une radio libre, une marche « contre le mal-logement »... Le quartier de Noailles s'est donné une semaine pour commémorer la mémoire des huit Marseillais tués par l'effondrement de deux immeubles, le 5 novembre 2018, rue d'Aubagne. Marie-Emmanuelle, Simona, Taher, Julien, Fabien, Niasse, Ouloume et Cherif : leurs photos, leurs prénoms s'affichent à nouveau sur les murs de ce quartier meurtri où le grand creux laissé par les immeubles effondrés est désormais d'un blanc aveuglant, la couleur du crépi qui recouvre les murs des bâtiments mitoyens.

Un an plus tard, les projecteurs sont de nouveau braqués sur ce quartier du centre-ville, mais, en réalité, c'est partout dans la seconde ville de France que le piéton bute sur l'incurie de la municipalité à gérer la crise. Là, un arrêté de péril grave et imminent affiché au scotch marron sur une porte fermée par une grosse chaîne. Ici, des plots en béton ou de puissants tirants en métal pour empêcher le passage au pied d'une façade lépreuse et menaçante, ou encore des rues entièrement fermées à la Belle de Mai.

Avec près de 400 immeubles évacués et 3 500 personnes délogées, Marseille ne peut plus cacher son habitat indigne, principalement au centre-ville. *« Quarante mille taudis, cent mille personnes concernées par l'insalubrité ou l'insécurité, c'est tout juste stupéfiant,* dénonce Florent Houdmon, directeur régional de la Fondation Abbé Pierre. *Et on n'a fait qu'effleurer la surface de l'iceberg. En un an, dans l'urgence, on a évacué 10 % du parc potentiellement indigne, mais pas un immeuble n'a encore été réhabilité. »* Après la phase aiguë des premiers mois suivant le drame de la rue d'Aubagne, la crise se poursuit à bas bruit : en moyenne une dizaine d'évacuations d'immeubles par mois, souvent dans la précipitation et dans la sidération de leurs occupants.

PLANCHERS RONGÉS ET CAFARDS

Sébastien, 32 ans, a vécu cette violence-là le 30 juin, lorsque l'escalier de son immeuble s'est effondré et qu'un visiteur s'est blessé. Une interdiction d'habiter a été immédiatement prise. *« A un pompier, j'ai demandé qu'il me prenne un caleçon, un tee-shirt. La vieille dame du second est partie avec le contenu d'un sac-poubelle. »* Ancien militaire blessé en service, Sébastien est ce qu'on appelle un solide gaillard. Bénévole à la Croix-Rouge, il avait aidé, au moment de la crise de la rue d'Aubagne, à monter un centre d'hébergement d'urgence pour les évacués dans un gymnase de la ville. *« Et là, d'un coup, c'est moi qui me retrouvais de l'autre côté, moi qui étais la personne en souffrance, comme celles que j'aidais habituellement. »* Il passe deux mois à l'hôtel, pas très loin de son meublé, un T1 qu'il payait 610 euros par mois dans une rue chic du 8e arrondissement, mais aux planchers rongés par les dégâts des eaux, camouflés par un coup de peinture, jamais réparés. Sans compter les cafards et le canapé si crasseux qu'il *« aurait été refusé par Emmaüs »*.

> **« LA MAIRIE NE NOUS DIT RIEN ET C'EST UNE VIOLENCE FOLLE. NOTRE VIE EST EN SUSPENS. NOTRE SITUATION MÉRITERAIT DE L'HUMANITÉ, ON N'A QUE DU MÉPRIS »**
>
> **HERMANCE**
> propriétaire d'un logement en péril à Noailles

Fin août, il interpelle sa propriétaire. Elle a l'obligation de le reloger. *« Et là, face à une telle inhumanité, j'ai tout pris dans la gueule, ça m'a mis à genoux, ça m'a démoli. »* Un jour, Sébastien appelle le 15 : *« Je vais faire une connerie, faut qu'on m'emmène aux urgences psychiatriques. »* Il se rend sur la Canebière, à l'Espace d'accueil des personnes évacuées, où se trouve la cellule d'aide médico-psychologique. Mais, pour lui comme pour tous les délogés, l'obsession est de retrouver un toit. *« Vous pouvez voir tous les juristes, tous les psychologues du monde, prendre des tas de médocs, ce n'est qu'un pansement sur une jambe de bois. Ce qu'il faut, c'est se sortir de là, se reloger. »*

Pour Sébastien, c'est fait. Il n'a plus le sentiment de *« faire partie de la grande famille des oubliés »*, mais sa colère reste vive. Croisant Martine Vassal, présidente (LR) de la Métropole, en campagne dans une rue de Marseille, il l'a invitée à prendre la mesure des choses : *« Trois mille cinq cents personnes délogées comme des chiens, c'est une catastrophe. S'il y a une chose à retenir dans l'histoire de Marseille ces soixante dernières années, c'est la crise du mal-logement révélée par huit morts. »*

« ON NOUS AVAIT OUBLIÉS »

Confié à l'association Solidaires pour l'habitat, le relogement a pris son rythme de croisière au printemps, avec désormais plus de cinq cents ménages réinstallés, définitivement lorsque le retour est impossible, temporairement le temps des travaux dans l'immeuble en péril. Sharon est de ceux-là. Relogée dans un T1 du centre-ville après quatre-vingt-seize jours passés à l'hôtel, elle était locataire d'un logement à la Belle de Mai, l'un des quartiers les plus pauvres de France. Cette dessinatrice-graphiste franco-anglaise, qui avait manifesté aux côtés de milliers de Marseillais en novembre 2018, se retrouvait d'un coup *« dans le lot des délogés d'après »*.

Elle a assisté aux nombreuses évacuations dans son quartier, où 65 % des mille immeubles sont, selon une étude, en péril ou en insalubrité. Elle n'a pu récupérer sa table à dessin que plusieurs mois après son évacuation, mais cet outil de travail a fini par *« donner un semblant de chez soi »* à son logement temporaire. Sharon assure qu'elle s'en sort grâce au dessin – *« le pouls de ma vie »* – et à l'écriture. A l'hôtel, elle a fait le portrait des délogés comme elle. Dans sa bouche, toujours les mêmes mots : *« On avait tellement l'impression qu'on nous avait oubliés. »*

Oubliés, les propriétaires occupants le sont aussi. Ecartés des dispositifs de relogement, contraints à régler un crédit et un loyer, parfois honteux à l'idée d'exposer leur situation au sein des collectifs de délogés. Hermance, greffière au tribunal, et son mari, cadre, avaient choisi Noailles pour sa mixité sociale, *« pour la magnifique vue sur Notre-Dame de la Garde »* et *« parce qu'ici, on se parle de balcon à balcon »*. Ils vivaient juste en face des immeubles effondrés. Des années avant le drame, Hermance Montgaudon s'était déjà battue contre un copropriétaire, un marchand de sommeil connu et condamné par la justice après la chute mortelle d'un habitant dans l'escalier vermoulu d'un de ses immeubles, plus bas, rue d'Aubagne. Elle se bagarre aujourd'hui pour que les subventions de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) soient enfin versées, afin de réali-